

## DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

**APPROBATION DES CONVENTIONS-CADRES DE MUTUALISATION DES PRESTATIONS  
DANS LE DOMAINE DES RESSOURCES HUMAINES AVEC LE DÉPARTEMENT DE LA CORONNE**

Accusé de réception en préfecture  
002-219200789-20231218-20231218-83  
Date de réception préfecture : 05/01/2024

## **MONSIEUR GURUNG EXPOSE AU CONSEIL**

Que le Centre Interdépartemental de Gestion (C.I.G) de la petite couronne propose une mutualisation de plusieurs missions notamment une mission d'accompagnement psychosocial des agents des collectivités adhérentes, une mission de prévention, de santé et d'action sociale au travail, une mission d'assistance à la gestion des ressources humaines pour une intervention ponctuelle, une mission de conseil en matière d'enquête administrative et de dispositif de signalement des actes de violence, de discrimination, de harcèlement, d'agissements sexistes, de menaces ou tout autre acte d'intimidation et une mission d'appui aux médiations préalables obligatoires et de médiations,

Que ces conventions-cadres visent à solliciter le C.I.G si nécessaire pour permettre un appui à la Commune en garantissant une mutualisation des moyens, une neutralité et efficacité des actions,

### **LE CONSEIL,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'avis favorable de la commission des finances en date du 16 décembre 2025,

Vu l'avis favorable du Comité Social Territorial en date du 20 novembre 2025,

Où les explications complètes de M. GURUNG,

Et après en avoir délibéré.

### **APPROUVE**

Les conventions-cadres « assistance à la gestion des ressources humaines », « conseil en matière d'enquête administrative et de dispositif de signalement des actes de violence, de discrimination, de harcèlement, d'agissements sexistes de menaces ou tout autre acte d'intimidation », « animation des dispositifs psychosociaux », « médiation préalable obligatoire et médiation à l'initiative du juge administratif ou des parties », « prestations de prévention, de santé et d'action sociale au travail ».

### **DECIDE**

D'autoriser Monsieur le Maire à signer l'ensemble des documents se rapportant à la présente délibération.

### **PRECISE**

Les conventions sont jointes à la présente délibération.

### **DIT**

Que le montant est inscrit au budget.

Que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de M. le Maire de Villeneuve-la-Garenne dans un délai de deux mois à compter de son affichage, de sa publication ou notification, de sa transmission au contrôle de légalité.

Que la présente délibération municipale pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise par courrier ou sur le site télérecours citoyens ([www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)) dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication ou notification, de sa transmission au contrôle de légalité ou à compter de la réponse explicite ou implicite de M. le Maire si un recours gracieux a été préalablement exercé.

Fait et délibéré en séance, les jour, mois et an susdits et ont signé les membres présents.

Pour extrait conforme au registre.



**Pascal PELAIN**

**Maire de Villeneuve-la-Garenne  
Conseiller Régional d'Ile-de-France  
Conseiller Délégué de la Métropole du Grand Paris**